

Éducation monde

Édito du 17 octobre 2025

L'AEFE : un opérateur public dans la tourmente

On croyait que l'évolution allait se faire avec les organisations syndicales ;
On croyait que les postes des résidentes et résidents seraient à l'abri ;
On voulait croire que les suppressions de poste ne concerneraient que des fins de contrat, et notamment des départs à la retraite ;
On croyait qu'un opérateur public n'irait pas jusqu'à faire **table rase de toute une culture du service public**.
Mais on a dû déchanter : les droits des personnels sont mis à mal et le climat de travail devient de plus en plus anxiogène.

Certes, on ferme des postes à tout-va depuis plusieurs années mais là, on assiste à une situation inédite avec **des personnels mis en difficulté face à la fermeture de leur poste**. Des personnels soumis à des mesures de carte scolaire pour répondre à des logiques essentiellement financières.

L'exercice des droits syndicaux des personnels en contrat local dans un établissement en gestion directe est bafoué. En rupture avec la culture de dialogue social, des décharges syndicales sont refusées.

Les organisations syndicales ne sont pas conviées aux débats qui décident de l'avenir de l'AEFE : les personnels ne bénéficient plus de représentation et leur avenir se décide sans eux.

Partout dans le monde, domine la sensation d'être victime du mépris d'une hiérarchie qui, depuis sa tour d'ivoire, enchaîne mesures et décisions hors de tout dialogue social.

Une sensation de mépris, un ressenti négatif... Est-ce vraiment subjectif ?

Le démantèlement du réseau, c'est le délitement du service public d'éducation dans les établissements français de l'étranger.

C'est le glissement vers une logique du gain, celle de la gestion privée. Une **logique économique et financière** aux antipodes des valeurs et de la culture qui ont présidé à la création du réseau des établissements français de l'étranger.

La CFDT Éducation monde s'arc-boute contre cette dérive. Des solutions existent : elles ne peuvent émerger que du dialogue social que nous continuerons à revendiquer haut et fort.